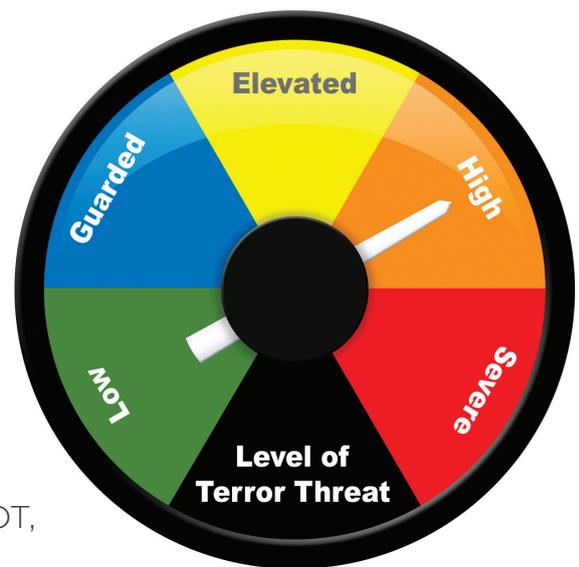


Traitement d'auteurs d'infractions en lien avec le terrorisme : un programme fondé sur les données acquises de la science

Martine HERZOG-EVANS, Massil BENBOURICHE, Sophie BERJOT, Marije KEULEN DE VOS, Olivier VANDERSTUKKEN, Christopher DEAN, Steven DUARTE, Jean-Pierre GUAY¹



À la suite de la vague d'attentats et des actes terroristes ayant frappé le territoire français, la question de la « déradicalisation » s'est imposée dans le paysage politique et médiatique. Les acteurs et expériences se sont multipliés, sans que la plupart puissent réellement prétendre inscrire leurs actions au regard des connaissances cliniques et scientifiques disponibles pertinentes. À contre-courant des « programmes » alors financés, une équipe de recherche interdisciplinaire, dirigée par Martine Evans, fut mandatée pour développer un programme d'intervention à la lumière des données acquises par la science. Bien que n'étant en mesure de présenter ce programme en détail, cet article propose d'en présenter les grands axes de travail, et plus exactement comment ces derniers ont été identifiés et ce qu'ils impliquaient en termes d'évaluation et d'intervention. À l'interface de la recherche et de l'intervention, ce programme devait se démarquer par ses assises scientifiques, empiriques et cliniques.

Martine HERZOG-EVANS

Martine Herzog-Evans, docteure en droit privé et en sciences criminelles, est professeure à l'Université de Reims où elle dirige le Master 2 Droit pénal, criminologie et psychologie forensique et le Diplôme universitaire « Criminologie et probation ».

Massil BENBOURICHE

Massil Benbouriche est maître de conférences en Psychologie et Justice à l'Université de Lille, chercheur associé à l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel et collaborateur international au Centre international de criminologie comparée.

Sophie BERJOT

Sophie Berjot est docteure en psychologie sociale et professeure à l'Université de Reims. Ses recherches portent en particulier sur l'identité et les menaces perçues par les individus relativement à leur identité, leurs réactions et leurs effets. Ses recherches portent sur différents contextes tels que le sport, l'emploi, la recherche et l'enseignement. Elle a notamment publié *Stress et faire face aux menaces du soi et de l'identité* (Reims, Presses Universitaires de Reims)

Marije KEULEN DE VOS

Marije Keulen De Vos est docteure en psychologie clinique et chercheuse en chef au Forensic Psychiatric Center de Rooyse Wissel aux Pays-Bas. Elle est chargée du développement et de la mise en œuvre des méthodes fondées sur les données de la science dans le traitement et la prise en charge de délinquants, notamment à haut risque. Elle est experte en thérapie des schémas. Ses recherches portent sur le traitement forensique, les états émotionnels, les déficits intellectuels, et les délinquants sexuels.

(1) Membres de l'équipe scientifique ayant développé la théorie et le programme dit « RIVE » ; travail mandaté par l'association dans le cadre d'un marché public pour la direction de l'Administration pénitentiaire, ministère de la Justice.

Introduction

A la suite des attentats terroristes de 2015 et 2016, un certain nombre de programmes dits de « déradicalisation » ont fleuri sur le sol français. Tandis que les juges antiterroristes traitaient des auteurs de faits terroristes ou assimilés (notamment au travers des infractions obstacles [Alix, 2010 ; Herzog-Evans, Vicentini et Dufourd, à paraître]), la prévention au premier stade comportemental visible [Klausen, Campion, Needle, Nguyen & Libretti, 2015], celui du processus de radicalisation, devait, selon les pouvoirs publics, relever d'une prise en charge en milieu ouvert, dans un centre spécialisé. Toutefois, ces expériences furent analysées comme autant d'échecs, ce, pour une série de raisons bien décrites dans un rapport public rédigé par deux sénatrices, E. Benbassa et C. Troendlé [2017]. Encore ne pouvait-on savoir si les résultats en termes de prévention de passages à l'acte terroriste ou équipollents au terrorisme étaient positifs ou non, aucun de ces centres n'ayant fait l'objet d'une évaluation de ce type. L'échec le plus visible était, en réalité, fonctionnel (très peu de personnes furent suivies) et financier (des malversations diverses furent relevées [Reviel, 2016]). Moins évoquée dans les publications sur le sujet fut l'absence d'appui manifeste sur les données acquises de la science. Face aux constats peu encourageants tels que largement restitués dans la presse et embarrassants pour les pouvoirs publics,

il fut décidé de reprendre l'expérience d'une tout autre manière. Un nouveau programme devrait être créé qui se distinguerait des précédents en ce qu'il : 1) traiterait non point de jeunes en perdition ou radicalisés, mais d'auteurs mis en cause ou condamnés pour des faits de terrorisme ou apparentés, ayant obtenu une mesure ou peine en milieu ouvert ; 2) s'adresserait à des condamnés ou prévenus mandatés par la Justice et non pas des volontaires avec, dès lors, un objectif de traitement et non plus de prévention ; 3) serait résolument adossé aux données de la science ; et, ce point étant lié, 4) ferait largement appel aux connaissances criminologiques ; enfin, 5) l'administration pénitentiaire conserverait un contrôle sur l'action du centre, puisqu'elle y enverrait des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation. Il était espéré que, cette fois, la rigueur scientifique serait au rendez-vous et que, par voie de conséquence, les résultats en seraient meilleurs.

C'est dans ce contexte qu'une équipe, dirigée par Martine Evans, se vit demander de développer un tel programme.

Un marché public

C'est par voie de marché public, pour éviter toute critique en termes de transparence financière et en raison des importants budgets en cause, qu'un appel d'offres fut lancé par l'administration pénitentiaire. Initialement, il fut demandé aux candidats de fixer le centre en un lieu déterminé, qui fût proche des juges antiterroristes et de

Olivier VANDERSTUKKEN

Olivier Vanderstukken a obtenu un master en psychologie clinique à l'université catholique de Louvain-la-Neuve, en Belgique. Il travaille actuellement à temps partiel dans un établissement pénitentiaire français, dans le cadre des soins en santé mentale et est, par ailleurs, coordinateur à temps partiel dans un centre régional de traitement des délinquants sexuels. Sa thèse, soutenue en 2016, au département de psychologie forensique de Mons, en Belgique (dir. Th. Pham), portait sur : Les distorsions cognitives chez les auteurs d'agression sexuelle : validation exploratoire de la Molest Scale, de la Facets of Sexual Denial (FoSOD), et du Croyances Erronées sur la Sexualité Générale (CESG).

Christopher DEAN

Christopher Dean est chercheur en chef au Global Center on Cooperative Security (GB), clinicien forensique agréé et directeur de Identify Psychological Services Ltd, créé en 2016, afin de prévenir et traiter de la violence extrémiste. Il est, par ailleurs, chercheur associé à la British Psychological Society.

Steven DUARTE

Steven Duarte est ancien élève de l'université Paris-Sorbonne (Paris IV), agrégé d'arabe en 2010 et docteur de l'EPHE en islamologie (2014) et maître de conférences à l'université Paris 13 Nord.

Jean-Pierre GUAY

Jean-Pierre Guay est professeur titulaire à l'École de criminologie de l'université de Montréal. Spécialiste de la question de l'évaluation et de la prévention de la récidive, il enseigne l'évaluation du risque et la recherche évaluative et la statistique.

la police nationale. Une seule candidature fut présentée et retenue. Elle fut déposée par l'Association, contractante (ci-après l'Association), qui avait une longue expérience notamment dans le suivi social et judiciaire, l'accès au logement des sortants de prison ou de prévenus, et le contrôle judiciaire. L'appel d'offres comportait au premier rang de ses exigences, l'adossement aux données acquises de la science (en anglais, « *evidence-based practice* » - EBP²) et notamment à la science criminologique, soit le modèle Risque-Besoins-Réceptivité, *i.e.* le modèle criminologique le plus validé au monde [Bonta & Andrews, 2017]. Ce modèle implique à son tour, en termes de traitement, de faire un large usage des interventions cognitives et comportementales (ICC) adaptées aux personnes placées sous main de justice (PPSMJ) [v. par ex. Tafrate et Mitchell, 2014]. Il s'agissait encore, pour traiter de l'amotivation, de recourir à l'entretien motivationnel [Miller et Rollnick, 2012], lui-même très proche des ICC. Il était aussi requis qu'il fût fait appel au *Good Life Model* (GLM) [Yates, Kingston et Ward, 2014], un modèle fondé sur les besoins humains fondamentaux inadéquatement satisfaits par les PPSMJ, ce, afin de renforcer l'adhésion et d'aider les personnes à y trouver du sens. Le travail social et l'accès au droit, le cœur du métier de l'Association figurerait également en bonne place dans les interventions proposées. Les facteurs de risque et de besoin, ainsi que d'autres dimensions (par ex., psychopathologie) seraient évalués soigneusement pour une prise en charge adaptée. L'appel d'offres demandait, outre de traiter les personnes placées, à ce que le centre constituât le lieu de recherches originales. Il exigeait que le programme fit l'objet d'une évaluation rigoureuse des résultats et d'une évaluation externe ; un rapport sur la mise en œuvre elle-même devrait de plus être réalisé. Le centre lui-même ne devait point être résidentiel, mais « ambulatoire ». Il fut désigné par l'Association par l'acronyme RIVE (recherches et interventions sur les violences extrémistes).

Une réponse internationale et multidisciplinaire

Lorsque l'Association obtint le marché, M. Evans se vit demander de constituer une équipe scientifiquement reconnue possédant les compétences précises dont il était prévisible, au vu de la littérature internationale, qu'elles seraient nécessaires afin de traiter des besoins

criminogènes généraux et spéciaux des personnes prises en charge. Plusieurs dimensions apparurent d'emblée comme essentielles : la criminologie et ses modèles ; la psychologie clinique et ses traitements ; la psychologie sociale et ses explications causales ; la religion et son cadre idéologique et groupal ; l'association fournissant, quant à elle, l'expertise en matière de travail social, que nous devons soutenir sur le plan théorique avec, notamment, les théories de la désistance [Shapland, Farrall et Bottoms, 2016] et notamment sous l'angle du capital social [McNeill, 2006]. M. Evans put constituer une équipe internationale composée de personnalités renommées dans chacun de ces domaines, plusieurs d'entre eux étant compétents dans plusieurs domaines : sur la dimension criminologique : Jean-Pierre Guay (Canada), Massil Benbouriche (à l'époque, États-Unis), et Martine Herzog-Evans (France) (tous trois experts des modèles de traitement criminologiques et en montage de programmes) ; pour la dimension clinique, Massil Benbouriche, Olivier Vanderstukken (France) (clinicien expérimenté travaillant auprès de PPSMJ), et Marije Keulen de Vos (Pays-Bas) (spécialiste de la thérapie des schémas et prise en charge de publics dangereux) ; pour la dimension psychologie sociale, Sophie Berjot (France), spécialiste des concepts clefs en la matière (identité individuelle et groupale, soi, motivation humaine) ; pour la dimension religieuse, Steven Duarte (France), auteur de publications remarquées sur l'islam moderne, en lien avec les écrits sacrés. Enfin, Christopher Dean, spécialiste anglais du terrorisme et auteur tant d'un outil d'évaluation (ERG 22 + [Lloyd et Dean, 2015]) que d'un programme de traitement diffusé dans toute l'Angleterre et le Pays de Galles (*Healthy Identity Intervention* [Dean, 2014]) fut également associé à l'équipe.

Les publics concernés

Comme indiqué *supra*, seuls des auteurs mis en cause ou condamnés pour des faits de terrorisme ou apparentés seraient pris en charge par le programme. Le niveau de risque des personnes prises en charge était donc potentiellement bien plus sérieux que dans le cadre des programmes dits de « déradicalisation » précités, puisqu'ils avaient, par hypothèse, déjà commis des actes infractionnels liés au terrorisme. Certains attendraient leur jugement placés sous contrôle judiciaire ; d'autres

(2) Les pratiques fondées sur les données acquises de la science renvoient à l'« utilisation consciencieuse, explicite et judicieuse des meilleures données actuelles de la science, lorsqu'il s'agit de prendre des décisions relatives au traitement de personnes » [Sackett, Rosenberg, Gray, Haynes et Richardson, 1996, spe. p. 71].

bénéficieraient de mesures en milieu ouvert telles qu'un suivi avec mise à l'épreuve ; d'autres encore seraient des terroristes libérés sous aménagement de peine. Des niveaux de gravité variables quant aux faits commis et à la dangerosité étaient donc attendus, allant de personnes auteures de faits moins graves autorisées à rester en milieu ouvert à des personnes ayant commis des faits très graves mais étant appelées à sortir de détention après bien des années. En pratique, toutefois, peu de sujets auteurs de faits véritablement graves furent référés au centre, les magistrats antiterroristes étant initialement très prudents et le centre ayant fermé avant une véritable montée en charge sur ce plan.

Quoi qu'il en soit, les publics attendus ayant déjà franchi le seuil comportemental de l'action [v. ici encore Klausen *et al.*, 2015], l'objet du programme ne pourrait se limiter à un seul travail sur des idées et croyances ; il devrait prendre en charge un phénomène infractionnel dans toutes ses dimensions.

La fixation d'objectifs intermédiaires et finals

Tout programme comprend au moins un objectif final, ultime, soit le résultat souhaité ainsi que des objectifs intermédiaires permettant d'y parvenir.

Concernant l'objectif final, les faits terroristes commis par les placés constituant des infractions au véritable sens du terme – quoique composés de leurs deux éléments particuliers, soient, d'une part, l'Action et, d'autre part, l'Intention terroriste [Herzog-Evans *et al.*, à paraître] – et qui plus est d'une particulière gravité, même s'agissant des infractions obstacles (par ex. association de malfaiteurs dans le cadre d'une entreprise terroriste) ou périphériques (par ex. financement), l'objectif ultime et central de l'intervention devait être la réduction du niveau de risque de commettre un nouveau fait similaire ou plus grave encore ou d'y contribuer. Autrement formulé dans le langage utilisé dans la littérature sur le terrorisme, il s'agissait de réduire l'engagement terroriste [par ex. Altier, Boyle, Shortland et Horgan, 2017] et le désir ainsi que la capacité de commettre des faits de cette nature. S'agissant de faits terroristes, il était, pour ce faire, de modifier non seulement les pensées et les attitudes, mais encore les comportements.

À cette fin, les objectifs intermédiaires furent liés aux dimensions du programme telles qu'elles furent fixées, comme il sera vu *infra*, à la lumière de la littérature scientifiquement valide sur le sujet. Sur le

plan criminologique, il s'agissait donc de traiter des besoins criminogènes et, notamment, de traiter des distorsions cognitives et cognitions violentes, tout en visant également les besoins non criminogènes, par exemple, les difficultés sociales telles que priorisées par les usagers eux-mêmes, suivant en cela le modèle de Chris Trotter [2015]. Il s'agissait ensuite de réduire le nombre et l'intensité d'« émotions morales » telles que la colère et la haine [Monahan, 2012]. Il s'agissait également de réduire les pensées et attitudes en mode « eux et nous » conduisant à une déshumanisation, voire à une diabolisation des « ennemis » désignés [Saucier, Akers, Shen-Miller, Knežević, & Stankov, 2009]. Il s'agissait, en outre, de réduire la fusion identitaire en cours ou réalisée [Swann, Jetten, Gómez, Whitehouse, & Bastian, 2012] et, pour cela, d'augmenter le sentiment d'appartenance à la communauté française et à ce groupe social. Il s'agissait aussi d'augmenter l'autodétermination [Ryan et Deci, 2017] prosociale des personnes prises en charge. Sur le plan religieux, il s'agissait d'ouvrir la conscience des personnes à la diversité historique et religieuse de l'islam selon l'approche à la fois théorique [Duarte, 2016, 2018 et 2019] et pratique de notre collègue Steven Duarte. La religion étant ici à la fois point d'accroche, soutien à l'adhésion par l'intérêt qu'elle pouvait susciter chez les personnes placées et renforcement du travail visant à donner plus de souplesse cognitive aux personnes généralement figées sur ce plan, comme le montre la littérature en sciences politiques et sociales sur l'autoritarisme [Adorno, Frenkel-Brunswick, Levinson et Sanford, 1950 – pour une version renouvelée et empirique : Stenner, 2005] ou celle, en psychologie sociale, sur le besoin de clôture cognitive [Kruglanski, 2004].

En aucun cas, en revanche, ni la religion ni toute autre approche ne pouvaient à notre sens prendre la forme de « reprogrammation » politique et idéologique, comme ce peut, par exemple, être le cas dans des États tels que l'Arabie saoudite [El Said et Barrett, 2013 ; Porges, 2014].

Une approche partant des « données acquises de la science » à ce jour

L'appel d'offres visait à la création d'un programme *evidence-based* (EBP étant l'acronyme international utilisé non seulement en criminologie, mais aussi en psychologie et médecine ou en travail social, nous l'utiliserons également), soit d'un programme adossé aux données acquises de la science. La difficulté était toutefois qu'aucun modèle de traitement du terrorisme ou de l'extrémisme

violent en particulier n'existait à ce jour. Pour le dire simplement : il n'existait pas de « RBR de l'extrémisme violent ». Dès lors, de nombreux pays expérimentaient avec, inévitablement, l'influence de leur culture locale. Ainsi, comme indiqué *supra*, L'Arabie saoudite s'appuyait-elle essentiellement sur la religion. De son côté, l'Europe semblait surtout séduite par des sirènes inspirées des théories de la désistance [Rabasa, Pettyjohn, Ghez et Boucek, 2010], en s'appuyant sur les liens pourtant partiels avec le désengagement du terrorisme [Herzog-Evans et Benbouriche, à paraître] et en dépit du fait que ce champ d'études, certes passionnant et certes solide, n'est en aucune manière un modèle de prise en charge, ce que leurs auteurs reconnaissent d'ailleurs sans difficulté [Farrall, Hunter, Sharpe et Calverly, 2014]. Ajoutons surtout que la plupart des programmes visent des personnes volontaires et radicalisées [Koehler, 2017], tandis que RIVE était appelé à traiter des personnes mandatées non volontaires et auteures d'actes en lien avec le terrorisme. Des approches fondées sur le seul travail social ou soutien psychologique ne pouvaient, dans ces conditions, suffire. Internationalement, la diversité marquait donc le champ de l'intervention en matière de terrorisme [Koehler, 2017] ; point la science. Tranchait certes avec cet ensemble peu encourageant le modèle *Healthy Identity Intervention* suscité. Toutefois, il n'avait pu faire l'objet d'une évaluation solide ; et encore moins d'une évaluation rendue publique, car il était propriété de l'équivalent anglais de la direction de l'Administration pénitentiaire, NOMS (National Offender Management Services).

Il allait donc falloir élaborer un programme inédit, autonome et multidimensionnel n'existant par hypothèse pas encore ni n'ayant été validé. Face à un tel défi, il eut été irresponsable de ne pas s'appuyer sur des théories solides expliquant le phénomène à traiter. C'était l'une des erreurs commises par les premiers programmes de déradicalisation français qui s'étaient parfois bornés à une approche narrative et très insuffisamment multidisciplinaire. En effet, lorsque l'on ne dispose pas d'un modèle empiriquement validé de traitement, comme

c'est le cas de la RBR pour la prévention de la récidive (générale, violente ou sexuelle), il est recommandé et il est indispensable [Sarma, 2017] de construire un modèle sur la base des meilleures théories du phénomène existantes.

Il est important de souligner que le fait que la source de cet appui soit théorique pour traiter d'un problème inédit ne signifie pas qu'elle n'a aucune valeur empirique. En effet, chacune des théories mobilisées a été largement validée empiriquement. Ce qui, en revanche, n'a pas, par hypothèse, pu l'être est leur application clinique, du moins pour une partie d'entre elles – la dimension criminologique, et la dimension de psychologie clinique, elles, étant au contraire et validées théoriquement et validées empiriquement – dans le domaine considéré, ici

le terrorisme. En outre, il va de soi que ce dont nous parlons ici est de théorie au sens scientifique du terme, *i.e.* un système cohérent d'explication, ayant à la fois une cohérence interne et une cohérence externe [Popper, 1962] et ayant lui-même été validé empiriquement dans un ou plusieurs domaines.

Pour résumer cette nécessité d'appui théorique à l'aide d'une métaphore médicale, c'est un peu comme si nous disposions bien d'une théorie solide explicative du cancer, des tumeurs et des métastases, mais que nous ne disposions pas

encore de la chimiothérapie permettant de les traiter. Il serait toutefois clairement dangereux de partir d'une observation narrative détachée desdites théories du cancer, des tumeurs et des métastases, pour tenter de définir une clinique.

C'est donc sur les théories les plus empiriquement validées et les plus cohérentes que notre équipe internationale s'est appuyée.

Pour répondre à cet impératif, une revue de littérature globale a été en premier lieu réalisée par Evans [Herzog-Evans, à paraître], afin d'identifier les domaines devant servir de cible à la prise en charge. Partant d'abord de la littérature spécialisée sur le terrorisme, l'extrémisme violent, les fondamentalismes et les diverses formes de radicalisation (une contribution essentielle ayant



POUR RÉSUMER CETTE NÉCESSITÉ
D'APPUI THÉORIQUE À L'AIDE D'UNE
MÉTAPHORE MÉDICALE, C'EST UN PEU
COMME SI NOUS DISPOSIONS BIEN
D'UNE THÉORIE SOLIDE EXPLICATIVE
DU CANCER, DES TUMEURS
ET DES MÉTASTASES, MAIS QUE NOUS NE
DISPOSIONS PAS ENCORE
DE LA CHIMIOTHÉRAPIE PERMETTANT
DE LES TRAITER.



notamment été le travail empirique de Saucier *et al.*, préc.), une liste de domaines-cibles a pu être établie, représentant cinq dimensions à insérer dans notre programme modulaire. Comme suggéré *supra* il s'agissait :

1. De la criminologie et notamment des besoins criminogènes ;
2. De la psychologie clinique et notamment des distorsions et autres cognitions violentes [Beck, 1999] et délinquantes [v. par ex. Walters, 2017] ainsi que, le cas échéant, de gestion des émotions en lien avec des modes de schéma [Keulen de Vos, Bernstein, Vanstipelen, de Vogel, Lucker, Slaats, Slaats et Arntz, 2016] ;
3. De la psychologie sociale avec pour cibles principales la quête de sens [Kruglanski, Chen, Dechesne, Fishman et Orehek, 2009], l'identité et la fusion identitaire, les rapports intergroupes et le besoin de clôture [sur toutes ces dimensions v. par ex. Hogg et Blaylock, 2012] ;
4. De la religion, avec un travail sur la connaissance et l'ouverture à l'altérité tant au sein de l'islam qu'en dehors de celui-ci ;
5. Et, enfin, du travail social et de l'accès au droit afin de constituer, restaurer ou développer un capital social (v. *supra*) tout en contribuant à la quête de sens et, pour certains, à la transition vers l'âge adulte au sens de Lösel et collègues [Lösel, Bottoms et Farrington, 2013].

Une fois le cadre théorique et les dimensions-cibles déterminées, et selon les règles de l'art en la matière, l'équipe a ainsi élaboré en premier lieu un manuel dit « Théorie du programme » afin d'en rendre compte. Le travail d'élaboration d'un modèle clinique a, dès lors, pu commencer.

Évaluation : des outils validés et d'autres créés spécialement

Aucun suivi sérieux, qu'il soit criminologique, social ou clinique, ne peut se dispenser d'une évaluation des besoins et facteurs de vulnérabilité et, lorsqu'elles sont présentes, des forces (et facteurs de protection) de l'intéressé. Contrairement aux poncifs et épouvantails trop souvent véhiculés sur le sujet [Herzog-Evans, Bonta, Keulen de Vos, Vanderstukken et Benbouriche, 2018], l'évaluation n'a pas pour objet de développer une « société du risque » ; elle a pour objet simple et évident de faire le point sur la situation de la personne afin de déterminer les points

précis qu'il convient de travailler avec elle [Benbouriche et Guay, 2015]. Pour cette raison, l'équipe devait proposer une série d'évaluations, certaines en phase dite de « triage », *i.e.* à l'entrée de personnes dans le programme (par ex. niveau de risque et besoins fondamentaux de la personne) ; d'autres lors du premier module (par ex. mesure des besoins criminogènes et du besoin de clôture).

Certains outils existaient déjà sur le marché et avaient, déjà, été validés largement, y compris, s'agissant du LS-CMI (*Level Of Service - Case Management Inventory*) sur des populations québécoises [Guay, 2016], proches de la population française ; leur utilisation s'est donc imposée sans difficulté. La pertinence d'une mesure criminologique est d'ailleurs devenue encore plus évidente aujourd'hui suite à la parution de la méta-analyse de Desmarais et collègues [Desmarais, Simons-Rudolph, Shahan Brugh, Schilling et Hoggan, 2017] et aux travaux de Bazex *et al.* [Bazex, Benezech et Menat, 2017] pour la France et de Lloyd et Dean pour l'Angleterre [Lloyd et Dean, 2011].

Une évaluation spécialisée s'imposait, ce, au regard des dimensions propres au terrorisme dégagées par la littérature internationale et notamment en termes de motivation, de réseaux, de capacité, d'identité et d'idéologie. Cependant, comme l'a bien mis en lumière Monahan [Monahan, 2012], il est de fait impossible de valider un outil en la matière, car nous ne disposons pas d'échantillons suffisamment larges de population qui pourraient au surplus être libérés de détention afin de vérifier si les évaluations du risque de récidive et cibles de traitement se confirment dans le monde réel. Une série d'outils était toutefois disponible et deux étaient notamment accessibles en Europe : d'une part VERA (*Violent Extremist Risk Assessment*), proposé de manière commerciale par ses développeurs et largement diffusé de ce fait dans le monde [Pressman, 2009] ; et, d'autre part, ERG 22 + (*Extremism Risk Guidance*), un outil élaboré et diffusé largement en Angleterre pour NOMS par Monica Lloyd et Christopher Dean [Lloyd et Dean, 2011]. Un choix s'imposait entre les deux outils et il nécessita la réalisation d'une recherche comparative [Herzog-Evans, 2018]. Cette recherche a montré la supériorité d'ERG 22 +, outil qui avait d'ailleurs précédé VERA, lequel s'en est par la suite largement inspiré. Cette supériorité était manifeste sur le plan de son maniement, de la clarté de la validation des items et des domaines et de leur meilleure adéquation aux populations extrémistes françaises – plus proches des populations anglaises ainsi que des niveaux d'intervention juridique dans les deux systèmes. Toutefois ERG 22 + ne fut pas disponible dans le temps rapide et un temps trop long d'hésitation nous contraignit à intégrer VERA.

L'extrémisme violent étant multifactoriel, comme notre travail théorique l'avait démontré, des évaluations dans nos autres domaines s'imposaient également. Pour ceux-ci, des adaptations furent nécessaires (par ex. en matière de GLM, en matière identitaire et pour les autres dimensions de psychologie sociale). Certains outils furent entièrement construits, notamment par Sophie Berjot (dimensions de psychologie sociale, dont certaines en cours de validation en population générale par Berjot & Evans) et Steven Duarte (dimension religieuse) et devaient être validés auprès des personnes prises en charge.

Enfin, l'appel d'offres nous contraignait à faire appel à un psychiatre pour l'évaluation d'éventuelles psychopathologies [sur la pertinence de la dimension psychiatrique, et plus largement la place de la psychopathologie, v. dans ce dossier, Estano, Herzog-Evans et Benbouriche].

L'évaluation devait logiquement conduire à élaborer un plan de suivi, lequel devait adopter une approche modulaire, comme il est de règle en matière de programmes criminologiques et sur des populations aux besoins complexes ou à haut risque [v. par ex. Bruce & Hollin, 2009] et comme l'exigent d'ailleurs les commissions d'accréditation internationales [Maguire, Grubin, Lösel, et Raynor, 2010]. En lien avec de telles exigences s'imposait également la remise d'un *Manuel du programme*, lequel fut effectivement rédigé par l'équipe.

Un programme multimodal avec cinq dimensions et quatre phases

Le *Manuel du programme* de notre équipe ne peut naturellement être dévoilé dans la présente revue, encore que la fermeture de RIVE et son financement public aient levé une partie des contraintes à cet égard. Les cinq grands domaines d'intervention ont, en outre, été déjà présentés *supra*. Nous n'en donnerons ci-après que les grandes lignes.

Un premier point doit être signalé : alors que dans la logique RBR et programmatique, l'intensité du suivi doit correspondre au niveau de risque, le cahier des charges imposait un suivi de six heures hebdomadaires pour tous. Nous avons obtenu des garanties lors de l'élaboration du programme permettant néanmoins d'adapter le dosage en fonction des risques propres à chaque personne suivie. Le dosage incluant aussi la durée des mesures et

le souci d'utilité de deniers publics nous animant bien évidemment, nous obtînmes en outre que la durée totale du suivi ne puisse être inférieure à un an, à défaut de quoi tout travail efficace ne nous semblait pas envisageable.

Un deuxième point doit aussi être indiqué : alors que la plupart des programmes allient entretiens et actions individuelles et en groupe, le travail de groupe était ici strictement prohibé. Ce point ne nous inquiétait en revanche point, dès lors qu'en effet le risque de renforcement des croyances extrémistes aurait pu exister dans un tel cadre.

Un troisième point doit être précisé : bien que modulaire, notre programme ne pouvait répondre aux règles de l'art en termes de degré de structure, de contrainte pour les praticiens et de détail pour chaque séance. En effet, tout d'abord, aucun modèle EBP validé n'existait qui aurait pu servir de feuille de route précise ; nous étions dans un contexte expérimental. En outre et surtout, nous pronostiquâmes, ce qui s'avéra largement exact, que les praticiens français ayant l'habitude de travailler hors cadre théorique, contraintes et étapes à franchir, ne verraient pas d'un bon œil et résisteraient sans doute activement à un programme trop structuré (v. article suivant par Herzog-Evans).

Ainsi entendu en termes particulièrement souples, notre programme prévoyait, de manière très classique en la matière, quatre phases. La première phase dite « phase introductive » devait être consacrée à la prise de contact, à l'amorce de l'alliance thérapeutique (ou alliance de travail) future et à une évaluation de type « triage » de la psychopathologie, du niveau de risque et des besoins fondamentaux GLM grâce à un outil à cotation rapide adapté par Olivier Vanderstukken. La deuxième phase, dite « phase d'initiation », devait servir aux évaluations plus approfondies, à la conceptualisation de cas au sens tant criminologique que clinique, et à l'amorce du traitement sous forme de modules communs à toutes les personnes placées. L'objectif était l'enracinement de l'alliance thérapeutique, notamment grâce au « boot-strapping » voyant alterner une séance de travail social et d'accès au droit (donner) et une séance de travail collaboratif sur les cognitions, les attitudes, les comportements, les émotions et autres dimensions actives du programme (travailler). Après l'évaluation approfondie ainsi réalisée, la phase dite « de consolidation » permettrait de traiter des types de besoin plus particuliers de chacun. Nous avions prévu d'introduire à ce stade un cercle de soutien et de responsabilité ou Circle Of Support and Accountability (COSA) [Wilson, Picheca, & Prinzo, 2005] permettant à la fois de renforcer la sécurité publique par l'entourage quasi

permanent que ces approches supposent, de renforcer l'adhésion, par sa forte dimension humaine et relationnelle et, en même temps, de traiter de l'insertion intergroupe qualitative, telle que préconisée par la littérature [Dhont, Roets, & van Hiel, 2009], puisque nous envisagions que ce COSA fût multiculturel. Ce point précis ne fut toutefois pas retenu par l'Association, laissant entière la question de l'insertion intergroupe. Enfin, une phase de conclusion devait, en forme de passage de flambeau, permettre de nouvelles mesures pour identifier les évolutions chez les placés et passer le relais, en tant que de besoin, aux services de droit commun tant étatiques que locaux.

Des recherches

Comme indiqué *supra*, RIVE devait être au départ un centre de recherche ; son appellation même, *Recherches* et interventions sur les violences extrémistes, l'indiquait d'ailleurs. Dans ce cadre, Evans réalisa trois études. La première a déjà été mentionnée, et concernait la comparaison théorique et psychométrique de VERA et ERG 22 + [Herzog-Evans, 2018].

Afin de mieux tester certaines des hypothèses formulées par nos choix théoriques, Evans décida aussi de mener deux études pilotes sur deux d'entre elles : d'une part, déterminer quelle était la pertinence des « Huit Essentiels » (Central Eight) [Bonta et Andrews, 2017] facteurs de risque et de besoin, au sens RBR, dans le domaine du terrorisme, ce, notamment par comparaison avec la période ayant précédé les actions terroristes de Mohammed Merah, généralement considéré comme constituant sur ce point un tournant ; d'autre part, clarifier, au regard de la littérature particulièrement contrastée sur ce point, si la psychopathologie était ou non largement présente chez les sujets terroristes et, plus particulièrement au regard des travaux de Merari et collègues [Merari, Diamant, Bibi, Broshi et Zakin, 2010] et de leur présence centrale au sein même des Huit Essentiels, de traits, voire de troubles de personnalité de type Cluster B. Cette recherche, laquelle fait l'objet de deux publications à venir [Herzog-Evans, à paraître a et b] s'est faite sur une quarantaine de sujets terroristes, la plupart décédés, donc nécessairement sur des sources ouvertes. Elle a incidemment permis de tester la version française de l'outil ERG 22 +, lequel s'est avéré particulièrement performant, y compris sur de telles sources ouvertes. Quant au fond, elle a permis de confirmer les travaux de Merari et collègues, pour l'Angleterre de Lloyd et Dean [préc., 2011] et, pour la France, de Bazex et collègues [préc., 2017]. Cette recherche est actuellement répliquée en dehors de RIVE, d'une part, par Marie Perrier (ce dossier) dans le cadre de sa thèse,

sur un petit échantillon de sujets féminins, d'autre part, par M. Evans et ses étudiants, sur une centaine de sujets terroristes ayant frappé le monde occidental. Les résultats n'en sont donc par hypothèse pas encore connus. Enfin, comme indiqué *supra*, Sophie Berjot et Martine Evans ont entrepris de tester une partie des outils créés pour RIVE et, le cas échéant, de les adapter dans le cadre d'un projet à venir.

Initialement, notre équipe devait aussi réaliser une série d'études afin de valider nos outils, de mesurer l'impact de l'intervention (notamment par le biais de nos diverses mesures) et, plus simplement, de faire avancer la recherche fondamentale, appliquée et translationnelle sur l'extrémisme violent. Toutefois, comme il sera vu dans la contribution suivante, l'accès aux populations et aux données nous fut rapidement fermé, rendant toute tentative de ce type impossible.

Conclusion

Après une série d'essais-erreurs consistant à tenter de « déradicaliser » des personnes volontaires et non délinquantes, ce, sans cadre scientifique particulier, il a été décidé par l'Exécutif de tirer les leçons d'erreurs passées et de tenter à nouveau la création d'un « centre » en milieu ouvert.

Précisément, ce centre viserait désormais à traiter du phénomène infractionnel « violence extrémiste » et à s'adresser à des personnes non volontaires auteurs de faits infractionnels en lien avec le terrorisme bénéficiant de peines ou mesures en milieu ouvert, ce dans le cadre du mandat judiciaire.

Une autre différence majeure avec de précédentes expériences était qu'un tel programme devrait être fondé sur les données scientifiques connues à l'époque. Ces données renvoyaient à une série de domaines (criminologie ; psychologie clinique ; psychologie sociale ; religion ; travail social et accès aux droits) qui furent intégrés par l'équipe pluridisciplinaire composée des auteurs du présent article.

Selon les règles de l'art un *Manuel théorique* fut élaboré afin de soutenir par la démonstration scientifique le second manuel, le *Manuel du programme*, lequel consistait en quatre phases classiques (introduction ; initiation ; consolidation ; et conclusion).

Comme nous allons toutefois le voir dans l'article qui suit, sa mise en œuvre fut pour le moins difficile ■

Bibliographie

- ADORNO (T.W.), FRENKEL-BRUNSWIK (E.), LEVINSON (D.J.), SANFORD (R.N.), 1950, *The authoritarian personality*, New York, Harper and Row, 506 p.
- ALIX (J.), 2010, *Terrorisme et droit pénal. Étude critique des incriminations terroristes*, Paris, Dalloz, 662 p.
- ALTIER (M.B.), BOYLE (E.L.), SHORTLAND (N.D.), HORGAN (J.G.), 2017, «Why they leave: An analysis of terrorist disengagement events from eighty-seven autobiographical accounts», *Security Studies*, n° 26 (2), p. 305-352.
- BAZEX (H.), BENEZEH (M.), MENSAT (J.-Y.) 2017, «“Le miroir de la haine”. La prise en charge pénitentiaire de la radicalisation : analyse clinique et criminologique de 112 personnes placées sous main de justice », *Annales médico-psychologiques*, n° 175, p. 276-282.
- BECK (A.T.), 1999, *Prisoners of hate: The cognitive basis of anger, hostility, and violence*, New York, HarperCollins, 370 p.
- BENBASSA (E.), TROENDLÉ (C.), 2017, *Rapport d'information sur le désendoctrinement, le désembrigadement et la réinsertion des djihadistes en France et en Europe*, Sénat, n° 633.
- BENBOURICHE (M.), GUAY (J.P.), 2015, « La prévention de la récidive en France : les principes d'une évaluation et d'une intervention efficaces », *Pratiques psychologiques*, n° 21 (3), p. 213-217.
- BONTA (J.), ANDREWS (D.A.), 2017, *The psychology of criminal conduct*, Abingdon, Routledge, 6e ed., 450 p.
- BRUCE (R.), HOLLIN (C.), 2009, «Developing Citizenship», *Eurovista*, n° 1 (1), p. 24-31.
- DEAN (C.), 2014, «The healthy identity intervention: The UK's development of a psychologically informed intervention to address extremist offending», in SILKE (A.) (Ed.), *Prisons, terrorism, and extremism. Critical issues in management, radicalisation and reform*, London, Routledge, p. 89-117.
- DESMARAI (S.L.), SIMONS-RUDOLPH (J.), SHAHAN BRUGH (C.), SCHILLING (E.), HOGGAN (C.), 2017, «The state of scientific knowledge regarding factors associated with terrorism», *Journal of Threat Assessment and Management*, n° 4 (4), p. 180-209.
- DHONT (K.), ROETS (A.), VAN HIEL (A.), 2011, «Opening closed minds: The combined effects of intergroup contact and needs for closure on prejudice», *Personality and Social Psychology Bulletin*, n° 37, p. 514-528.
- DUARTE (S.), 2016, « Contribution à une typologie des réformismes de l'islam : les critères distinctifs du “réformisme islamique” », *Arabica*, n° 63/3-4, p. 294-323.
- DUARTE (S.). 2018, « Le réformisme islamique et sa tradition libérale séculaire (XIX^e-XXI^e siècles) », in COUDEL (C.) (eds), *Islam et humanisme : herméneutique et lectures contemporaines*, Artois Presses Université « Études des faits religieux », p. 55-74.
- DUARTE (S.), 2019 (à paraître), *Les approches réformistes dans l'islam contemporain et leur influence en France*, Paris, La documentation Française [en ligne].
- EL SAID (H.), BARRETT (R.). 2013, «Saudi Arabia: The master of deradicalization», in EL-SAID (H.), HARRIGAN (J.) (eds.), *Deradicalizing violent extremists: Counter-radicalization and deradicalization programmes and their impact in Muslim majority states*, Abingdon, Routledge, p. 194-226.
- FARRALL (S.), HUNTER (B.), SHARPE (G.), CALVERLEY (A.), 2014, *Criminal careers in transition. The social context of desistance from crime*, Oxford, Oxford University Press, 352 p.
- GUAY (J.-P.), 2016, « L'évaluation du risque et des besoins criminogènes à la lumière des données probantes : une étude de validation de la version française de l'inventaire de niveau de service et de gestion des cas – LS/CMI », *Revue européenne de psychologie appliquée*, n° 66, p. 199-210.
- HERZOG-EVANS (M.). 2018, «A comparison of two structured professional judgment tools for violent extremism and their relevance in the French context», *European Journal of Probation*, n° 10 (1), p. 3-27.
- HERZOG-EVANS (M.), à paraître a), «French violent extremists, before and since Merah: criminogenic and specific needs in France», in HERZOG-EVANS, M., BENBOURICHE, M. (ed.), *Evidence-Based Work with Violent Extremists: France as a case example*, Lexington, Lexington Books.
- HERZOG-EVANS (M.), à paraître b), «French violent extremists, before and since Merah: psychopathology», in HERZOG-EVANS (M.), BENBOURICHE (M.) (eds.), *Evidence-Based Work with Violent Extremists: France as a case example*, Lexington, Lexington Books.

- HERZOG-EVANS (M.), BONTA (J.), KEULEN DE VOS (M.), VANDERSTUKKEN (O.), BENBOURICHE (M.), 2018, « Structurer le jugement professionnel : les véritables enjeux », *Ajpénal*, n° 1, 8-12.
- HERZOG-EVANS (M.), VICENTINI (J.-P.), DUFOURD (V.), à paraître, «The legal understanding of the four stages of the radicalization to terrorism continuum. Issues of public safety and civil liberties in France», in HERZOG-EVANS (M.), BENBOURICHE (M.) (eds.), *Evidence-Based Work with Violent Extremists: France as a case example*, Lexington, Lexington Books.
- HERZOG-EVANS (M.), BENBOURICHE (M.), à paraître, «What's criminology got to do with it? », in HERZOG-EVANS (M.), BENBOURICHE (M.) (eds.), *Evidence-Based Work with Violent Extremists: France as a case example*, Lexington, Lexington Books.
- HERZOG-EVANS (M.), BENBOURICHE (M.), à paraître, «A general psycho-criminological understanding of violent extremism», in HERZOG-EVANS (M.), BENBOURICHE (M.) (eds.), *Evidence-Based Work with Violent Extremists: France as a case example*, Lexington, Lexington Books.
- HOGG (M.A.), BLAYLOCK (D.L.) (Eds.), 2012, *Extremism and the psychology of uncertainty*, Hoboken, NJ, Wiley-Blackwell, 328 p.
- KEULEN DE VOS (M.), BERNSTEIN (D.P.), VANSTIPELEN (S.), DE VOGEL (V.), LUCKER (T.P.C.), SLAATS (M.), HARTKOORN (M.), ARNTZ (A.), 2016, «Schema modes in criminal and violent behaviour of forensic cluster B PD patients: A retrospective and prospective study», *Legal and Criminological Psychology*, n° 21, p. 56-76.
- KLAUSEN (J.), CAMPION (S.), NEEDLE (N.), NGUYEN (G.), LIBRETTI (R.), 2015, «Toward a behavioral model of “homegrown” radicalization trajectories», *Studies in Conflict & Terrorism*, n° 39 (1), p. 67-83.
- KOEHLER (D.). 2017, *Understanding deradicalization: Methods, tools and programs for countering violent extremism*, Abingdon, Routledge, 322.
- KRUGLANSKI (A.W.), 2004, *The psychology of closed mindedness*, New-York, Psychology Press, Taylor and Francis, 208 p.
- KRUGLANSKI (A.W.), CHEN (X.), DECHESNE (M.), FISHMAN (S.), OREHEK (E.), 2009, «Fully committed: Suicide bombers' motivation and the quest for personal significance», *Political Psychology*, n° 30, p. 331-357.
- LLOYD (M.), DEAN (C.), 2011, *ERG 22 + structured professional guidelines for assessing risk of extremist offending*, Ministry of Justice, England and Wales: National Offender Management Service, Offender Services and Interventions Group [non diffusable].
- LLOYD (M.), DEAN (C.), 2015, «The development of Structured Guidelines for Assessing Risk in Extremist Offenders», *Journal of Threat Assessment and Management*, n° 2 (1), p. 40-52.
- LÖSEL (F.), BOTTOMS (A.), FARRINGTON (D.), 2013, *Young adult offenders. Lost in transition?*, Collumpton, Willan Publishing, Cambridge criminal series, 192 p.
- MAGUIRE (M.), GRUBIN (D.), LÖSEL (F.), RAYNOR (P.), 2010, «What works and the correctional services accreditation panel: taking stock from an inside perspective», *Criminology and Criminal Justice*, n° 10 (1), p. 37-58.
- MCNEILL (F.), 2006, «A desistance paradigm for offender manager», *Criminology & Criminal Justice*, n° 6 (1), p. 39-62.
- MERARI (A.), DIAMANT (I.), BIBI (A.), BROSHI (Y.), ZAKIN (G.), 2010, «Personality characteristics of “self-martyrs”/“suicide bombers” and organizers of suicide attacks», *Terrorism and Political Violence*, n° 22 (1), p. 87-101.
- MILLER (R.W.), ROLLNICK (S.), 2012, *Motivational interviewing. Helping people change*, New-York, Guilford Press. 3e ed., 482 p.
- MONAHAN (J.), 2012, «The individual risk assessment of terrorism», *Psychology, Public Policy and Law*, n° 18, p. 167-205.
- POPPER (K.R.), 1962, «Conjectures and Refutations», NY, NY: Basic Books, 608 p.
- PORGES (M.), 2014, «Saudi Arabia's “soft” approach to terrorist prisoners: A model for others? », in SILKE (A.) (Ed.), *Prisons, terrorism and extremism: Critical issues and management, radicalisation and reform*, Abingdon, Routledge, p. 169-182.
- PRESSMAN (D.E.), 2009, *Risk assessment decisions for violent political extremism*, Ottawa: Her Majesty the Queen in Right of Canada.
- RABASA (A.), PETTYJOHN (S.L.), GHEZ (J.J.), BOUCEK (C.), 2010, *Deradicalizing Islamist Extremists*, RAND, National Security Research Division.

- REVIAl (J.), 2016, « Cellule de déradicalisation : chronique d'une désillusion », Paris, Michalon, 256 p.
- RYAN (R.M.), & DECI (E.L.), 2017, *Self-determination theory. Basic psychological needs in motivation, development, and wellness*, New York, NY, The Guilford Press, 756 p.
- SARMA (K.M.), 2017, «Risk assessment and the prevention of radicalization from Nonviolence into terrorism», *American Psychologist*, n° 72 (3), p. 278-288.
- SAUCIER (G.), AKERS (L.G.), SHEN-MILLE (G.), KNEŽEVIĆ (G.), STANKOV, (L.), 2009, «Patterns of thinking in militant extremism», *Perspectives on Psychological Science*, n° 4 (3), p. 256-271.
- SACKETT (D.L.), ROSENBERG (W.M.), GRAY (J.A.), HAYNES (R.B.), RICHARDSON (W.S.), 1996. «Evidence-based medicine: what it is and what it isn't», *British Medical Journal*, n° 312 (71023), p. 71-72.
- SHAPLAND (J.), FARRALL (S.), BOTTOMS (A.), 2016, *Global perspectives on desistance. What we know and looking into the future*, Abingdon, Routledge, 304 p.
- STENNER (K.), 2005, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge, Cambridge University Press, 392 p.
- SWANN (W.B. JR.), JETTEN (J.), GÓMEZ (Á.), WHITEHOUSE (H.), BASTIAN (B.), 2012, «When group membership gets personal: A theory of identity fusion», *Psychological Review*, n° 119 (3), p. 441-456.
- TAFRATE (R.C.), MITCHELL (D.) (Eds.), 2014, *Forensic CBT. A handbook for clinical practice*. Hoboken, NJ: Wiley Blackwell, 520 p.
- TROTTER (C.), 2015, *Working with involuntary clients. A guide to practice* (3rd ed.), Thousand Oaks, CA: Sage, 224 p.
- YATES (P.M.), KINGSTON (D.A.), WARD (T.), 2014, *The self-regulation model of the offence and relapse process, Volume 3: A guide to treatment planning using the integrated Good Lives/Self-regulation Model of Sexual Offending*, Bancyfelin, Crown House Publishing, LLC, 154 p.
- WALTERS (G.D.), 2017, *Modelling the Criminal Lifestyle: Theorizing at the Edge of Chaos*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 320 p.
- WILSON (R.J.), PICHECA (J.E.), PRINZO (M.), 2005, *Circles of Support & Accountability: An evaluation of the pilot project in south-central Ontario*, Report to the Correctional Service of Canada.